



PREFET DE L'AUDE

Agence régionale de santé
Occitanie

Arrêté N° ARS DD11-CES-2018-002

portant

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

***- du projet de dérivation des eaux superficielles du fleuve Aude
- et d'instauration des périmètres de protection,***

**à partir de la prise de Maquens sur la commune de Carcassonne, de la prise de
Madame sur la commune de Couffoulens et de la retenue de Taure**

***AUTORISATION DE DISTRIBUER A LA POPULATION DE L'EAU DESTINEE A LA
CONSOMMATION HUMAINE à partir de ces ressources***

AUTORISATION DE TRAITEMENT DE L'EAU DISTRIBUEE

***AUTORISATION DE PRELEVEMENT au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du
Code de l'Environnement***

LE PREFET DE L'AUDE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 et L 1324-3, R 1321-1 à R 1321-66 ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L 214-1 à L 214-6, L 214-8 et l'article L 215-13 ; R 214-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L 126-1 ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Carcassonne en date du 18 décembre 2009, décidant de relancer la procédure administrative visant à protéger réglementairement les prises d'eau servant à l'alimentation en eau potable de plusieurs communes ;

Vu le rapport de M. SOLA, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection, en date du 20/07/2012 ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 01/09/2017 au 04/10/2017 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 30/10/2017 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Aude en date du 07 Février 2018 ;

CONSIDERANT

Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de plusieurs communes de Carcassonne Agglo, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

Qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur les communes de CARCASSONNE, COUFFOULENS et ROULENS ;

Qu'il est nécessaire de protéger la ressource en eau destinée à la production d'eau potable par la mise en place de périmètres de protection ;

Sur proposition de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

ARRETE

CHAPITRE 1 : PRELEVEMENT DE L'EAU ET PROTECTION DE LA RESSOURCE

ARTICLE 1 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de Carcassonne Agglo :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux superficielles du fleuve Aude pour la consommation humaine à partir de la prise d'eau de Maquens située sur le territoire de la commune de Carcassonne et, en secours, à partir de la prise d'eau de Madame située sur le territoire de la commune de Couffoulens.
- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de ces prises d'eau et de la réserve de Taure,

Le bénéficiaire est autorisé à acquérir par voie d'expropriation les terrains et servitudes nécessaires à la réalisation du projet ou à obtenir une convention de gestion lorsque ces terrains dépendent du domaine public de l'Etat.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES ET LOCALISATION DES CAPTAGES ;

Prise d'eau de Maquens :

La prise d'eau superficielle s'effectue au moyen du barrage de Maquens situé sur la commune de Carcassonne ; elle se situe en Rive Gauche du fleuve à 1.5 Km du centre ville de Carcassonne et à 750 m en aval du pont de l'autoroute.

Ses coordonnées géographiques sont les suivantes :

Commune Carcassonne, lieu-dit « Moulin de Maquens », Section BE – Feuille 1- en mitoyenneté de la parcelle N° 18, propriété du Domaine Public Fluvial:

Cordonnées Lambert 93 : X = 645 473 Y = 6 233 666 Z = 110 m

L'accès s'effectue depuis une courte bretelle via l'usine de traitement des eaux, raccordée à la RD 118.

La station de pompage (pompes immergées fonctionnant en alternance : 3*625 m³/h) se situe à l'entrée du canal d'amenée : elle refoule les eaux brutes vers la station de traitement Degrémont.

Lac de Taure et prise de Madame :

La prise d'eau superficielle de Madame, en Rive Gauche du fleuve à environ 3.6 Km en amont de la prise de Maquens, alimente la retenue de Taure, dont l'ASA d'irrigation de Carcassonne Ouest est propriétaire et en assure, à ce titre, l'entretien et l'exploitation.

Ses coordonnées géographiques sont les suivantes :

Commune de Couffoulens, lieu-dit « Station de Madame », Section D - feuille N°2- parcelle N° 187,

Cordonnées Lambert 93: X = 643 543 Y = 6 230 717 Z = 130 m

La retenue de Taure se situe à 650 m de la berge en Rive Gauche du fleuve à l'extrémité SO de la ville de Carcassonne et sur les communes de Roullens et Couffoulens.

Le barycentre de la retenue a pour

Coordonnées Lambert 93: X = 642 673 Y = 16 231 277 Z = 140 m

Par convention avec l'ASA, Carcassonne Agglo dispose d'une réserve de 300 000 m³ d'eau de cette retenue, soit 12 jours d'autonomie en pointe.

ARTICLE 3 : AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE.

Carcassonne Agglo est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux superficielles de l'Aude à partir de la prise de Maquens sur la commune de Carcassonne, de la prise de Madame sur la commune de Couffoulens et de la retenue de Taure dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PRELEVEMENT

Les prélèvements d'exploitation sollicités dans le cadre de cette demande sont les suivants :

Débit horaire maximum : 1250 m³ /h (35 l/s)

Volume journalier maximum : 30 000 m³

Volume annuel moyen : 5 500 000 m³

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L 214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

ARTICLE 5 : INDEMNISATIONS ET DROITS DES TIERS

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité des installations de production et de distribution d'eau sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de Carcassonne Agglo.

ARTICLE 6 : PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

Des périmètres de protection immédiate (PPI) et rapprochée (PPR) sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans parcellaires joints au présent arrêté.

6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate, rapprochée :

I- Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, en particulier l'avis d'un hydrogéologue agréé, aux frais du pétitionnaire.

II- Toutes mesures devront être prises pour que Carcassonne Agglo et l'autorité sanitaire soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III- La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

6.2 : Aménagement des prises d'eau et Périmètre de Protection Immédiate :

A. Prise d'eau de Maquens :

Le PPI sera constitué de deux parties distinctes (Est et Ouest) séparées par la RD 118, appartenant en pleine propriété à la ville de Carcassonne et toute activité autre que celle nécessaire à l'exploitation du captage et au traitement des eaux y sera interdite (en particulier, interdiction d'épandage de désherbants, d'engrais, de pesticides et de tout produit de nature polluante). Ces deux parties seront ceinturées avec porte d'entrée fermant à clefs (la clôture longeant la berge de l'Aude sera adaptée à l'inondabilité du site).

Parcelles concernées : DPF et pour la commune de Carcassonne, parcelles N° OX-177, OX-178, BE-168, BE-18, BE-19, BE-22, OW-284, OW-283, OW-286.

B. Prise d'eau de Madame :

Le PPI sera constitué par une aire de 10m*10m sur la **parcelle 187 Section D Feuille 2 du Cadastre de Couffoulens.**

Toute activité autre que celle nécessaire à l'exploitation du captage y sera interdite (en particulier, interdiction d'épandage de désherbants, d'engrais, de pesticides et de tout produit de nature polluante). Le périmètre sera ceinturé par une clôture adaptée à l'inondabilité du site et la piste accédant au captage sera fermée par une chaîne cadénassée.

C. Retenue de Taure :

Le PPI sera constitué par une aire de 10m*10m centré sur la prise d'eau localisée à l'intérieur de la retenue et sera matérialisé par 4 bouées. Parcelles : Carcassonne : EZ-314pp, Couffoulens : D-154pp
A l'intérieur de ce périmètre, seront interdits l'épandage de désherbants, de pesticides, d'engrais et de tout produit de nature polluante ainsi que les activités autres que celles liées à l'installation (notamment la navigation des engins flottants ou submersibles avec ou sans moteur et la baignade).

La canalisation d'amenée des eaux brutes de la retenue de Taure jusqu'à l'usine de traitement de Maquens traversera les parcelles HI-143, EY-54, EY-26, EY-28, EY-17, EY-7, EY-6, EY-59, EX-33, EX-35, EX-36, EX-37, EX-38, EX-39, EX-40, EX-223, EX-190, EX-192, EX-339, EX-335, EX-197, EX-341, EX-136, EX-135, EX-270 . Elle devra être opérationnelle dans un délai de 16 mois à compter de la notification du présent arrêté.

6.3 : Les Périmètres de protection rapprochée :

A. Prise d'eau de Maquens :

Le PPR sera constitué par une bande de terrains de 20 m de large minimum prise de part et d'autre du lit cadastré du cours d'eau et s'étendant sur une longueur d'environ 5 Km en amont de la prise d'eau de Maquens, jusqu'au pont de la SNCF sur la commune de Couffoulens et 20 m en aval du barrage de Maquens.

Parcelles concernées :

RIVE GAUCHE :

Couffoulens, N° D-187

Carcassonne : N°OW-279, 280, 284, 300, 310, 313, 297, 298, 311, 273, 281, 287, 307,

N° EX-39, 40, 129, 130, 131, 132, 133, 140, 141, 210, 221, 222, 223, 37

N° EY-10, 11, 12, 23, 24, 38, 39, 40, 41

N° EZ-80, 81, 82, 169, 170, 171, 172, 86, 87, 186

RIVE DROITE :

Carcassonne : N°ER-164, 213, 118, 83

N°EW-29, 31, 23, 24, 25, 28, 67

Cavanac : N°BA-30, 26, 3, 4, 5, 15, 23, 1

N° AZ-1, 2

N°AY-1

Couffoulens: N°A-272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281

B. Prise d'eau de Madame :

Le PPR sera inclus dans le PPR défini pour la prise d'eau de Maquens : il sera constitué par une bande de terrains de 20 m de large minimum prise de part et d'autre du lit cadastré du cours d'eau et s'étendant sur une longueur d'environ 400 m en amont de la prise d'eau de Madame jusqu'au pont SNCF sur la commune de Couffoulens et 35 m en aval de la prise d'eau.

Parcelles concernées :

RIVE GAUCHE :

Couffoulens : N°D-187

RIVE DROITE :

Cavanac : N°AY-1

Couffoulens : N° A-272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281

C. Retenue de Taure :

Le PPR de la retenue de Taure sera constitué par :

- ✓ la retenue proprement dite,
- ✓ latéralement une bande de terrains d'environ 50 m de large prise au-delà des lignes de plus hautes eaux de la retenue, adaptée si possible au parcellaire,
- ✓ à l'aval, le centre de la digue de la retenue.

Parcelles concernées :

Carcassonne : N°EZ-145, 269, 272, 274, 314, 660, 692, 699, 701, 709, 713, 637, 667, 669, 673, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 703, 705, 707, 711, 638, 636, 674, 309, 330, 331, 694, 146, 270.

Couffoulens : N° D-154, 155, 156, 497, 499, 498, 500

Roullens : N°A-633, 204, 629, 631, 197, 622, 624, 200, 626, 628, 202, 203, 205, 206, 621, 623, 625, 627, 630, 632.

Compte-tenu du degré de vulnérabilité de la ressource et des captages, des servitudes sont proposées à l'intérieur de ces PPR :

Prises d'eau de Maquens et de Madame :

A l'intérieur de ce périmètre de protection rapprochée, seront interdits toute installation, aménagement ou activité pouvant engendrer des rejets chroniques ou accidentels ou entraîner un lessivage par ruissellement et infiltration de substances polluantes.

En particulier, on interdira les opérations et activités suivantes :

- Excavations : la création d'exploitations de carrières ou gravières, la création de plans d'eaux et de mares ;
- Les dépôts et stockages : d'ordures ménagères, de détritiques et immondices, de toutes matières fermentescibles, de déchets industriels susceptibles d'altérer la qualité des eaux, de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, de déchets inertes, ruines et gravats ;
- Réseaux et voiries : la création de canalisations industrielles, d'hydrocarbures et de produits chimiques reconnus toxiques, la création de voies de communication (routes, pistes, chemins) et l'utilisation de résidus de mâchefer dans la réalisation de voies routières ;
- Constructions : la création : d'habitations individuelles, d'habitations légères de loisirs, d'immeubles collectifs, de lotissements, de bâtiments industriels, usines, bâtiments commerciaux, ateliers, bâtiments agricoles ou d'élevage, d'équipements connexes non conformes au code de l'urbanisme ;
- Assainissement et rejets : la création de stations d'épuration et d'installations de collecte et de traitement d'eaux agricoles ou industrielles; les rejets de la future station d'épuration de Villalbe, compris dans ce P.P.R., feront l'objet d'une réglementation particulière.
- Activités agricoles : le parage, stabulation et abris à bétail, les enfouissements de cadavres et déchets d'animaux, le remplissage et le lavage des pulvérisateurs utilisés pour le traitement des cultures et forêts, les colonnes de sulfatage et les aires de lavage d'engins agricoles, les épandages de produits phytosanitaires ;
- La création d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Seront réglementés les activités, dépôts et rejets ou aménagements suivants :

- Les eaux de lavage des gravières devront être décantées avant rejet dans l'Aude
- Le remblaiement des carrières et gravières pourra se faire à partir de matériaux stables et neutres, sous un contrôle strict de l'exploitant et des administrations concernées,
- Les rejets d'eaux usées, d'eaux pluviales, de boues industrielles, de vinasses, de déchets de distilleries devront être en conformité avec la réglementation. Tout projet de STEP devra indiquer des niveaux de rejets compatibles avec la qualité de l'Aude, son objectif de bon état à l'échéance

2021 et prendre en compte l'usage A.E.P. dans le fleuve ; l'étude devra montrer l'innocuité des rejets vis-à-vis des prises d'eau de Maquens et de Madame.

Retenue de Taure :

Dans ce PPR les activités, dépôts, rejets ou constructions suivants seront interdits :

- Excavations : la création d'exploitations de carrières ou gravières, la création de plans d'eaux et de mares ;
- Les dépôts et stockages : d'ordures ménagères, de détritiques et immondices, de toutes matières fermentescibles, de déchets industriels susceptibles d'altérer la qualité des eaux, de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, de déchets inertes, ruines et gravats ;
- La création de déchetteries, le stockage d'hydrocarbures, d'eaux usées, de produits chimiques et radioactifs.
- Réseaux et voiries : la création de canalisations industrielles, d'hydrocarbures et de produits chimiques reconnus toxiques, la création de voies de communication (routes, pistes, chemins) et l'utilisation de résidus de mâchefer dans la réalisation de voies routières ;
- La création de parkings, aires de pique-nique, aires pour les gens du voyage, aires de stationnement de caravanes, camping cars, de véhicules et engins à moteur, le stationnement de caravanes, camping cars, camping hors des zones non aménagées, terrains de camping, de caravanning ;
- L'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des accotements des chaussées, voies de communication et espaces publics ;
- Constructions : la création de nouvelles habitations individuelles, d'habitations légères de loisirs, d'immeubles collectifs, de nouveaux lotissements, de bâtiments industriels, commerciaux, agricoles ;
- Assainissement et rejets : la création de stations d'épuration et d'installations de collecte et de traitement d'eaux agricoles ou industrielles; les rejets d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales ;
- Activités agricoles : le parage, stabulation et abris à bétail, les épandages de fumier, lisier, d'eaux usées, vinasses, déchets de distillerie et d'effluents de serres, surplus agricoles, les épandages de boues de STEP, de produits phytosanitaires par voie terrestre et aérienne, les enfouissements de cadavres et déchets d'animaux, le remplissage et le lavage des pulvérisateurs utilisés pour le traitement des cultures et forêts, les colonnes de sulfatage et les aires de lavage d'engins agricoles ;
- La création d'installations classées pour la protection de l'environnement ; la création d'aires de récupération, de démontage, de recyclage de véhicules à moteur ou de matériel d'origine agricole, la création de dépôts d'épaves de véhicules à moteur, aires de lavage de véhicules ;
- La création de cimetières, les inhumations privées.

Seront réglementés les activités, dépôts et rejets ou aménagements suivants :

- Les stockages d'engrais et produits phytosanitaires devront être sans incidence sur la qualité des eaux superficielles et souterraines et ne pas dépasser la quantité nécessaire au traitement d'une année ;
- Concernant l'utilisation des pistes, l'arrêté préfectoral N° 98-0752 du 30/03/1998 sera maintenu afin d'interdire l'accès aux abords de la retenue au public, sauf ayant droits
- Les habitations individuelles localisées dans les 2 lotissements déjà autorisés (Les Bastides du Lac de Taure et les Rivages du Lac) seront autorisées dans ce périmètre à condition d'être raccordées au réseau collectif d'assainissement.

6.4 Le Périmètre de protection éloignée :

La retenue de Taure sera protégée par un périmètre de protection éloignée correspondant à son bassin versant : il représente une superficie d'environ 1 Km² sur les communes de Couffoulens,

Carcassonne et Roullens à l'intérieur de laquelle tout projet devra démontrer son innocuité sur les eaux et le contrôle de l'efficacité des dispositifs autonomes d'assainissement sera une priorité.

CHAPITRE 2 : TRAITEMENT, DISTRIBUTION DE L'EAU ET AUTORISATION

ARTICLE 7 : MODALITES DE LA DISTRIBUTION :

Carcassonne Agglo est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine, à partir des prises d'eau de Maquens et de Madame en secours, dans le respect des modalités suivantes :

- la qualité des eaux doit répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application ;
- les matériaux utilisés dans les systèmes de production ou de distribution, au contact de l'eau destinée à la consommation humaine, ne doivent pas être susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ;
- les installations de distribution et de stockage de l'eau doivent être conçues, réalisées et entretenues de manière à empêcher l'introduction ou l'accumulation de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes ou susceptibles d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau distribuée ; ces installations doivent pouvoir être entièrement nettoyées, rincées, vidangées et désinfectées ;
- les parties du réseau de distribution d'eau réservées à un autre usage que la consommation humaine, doivent se distinguer au moyen de signes particuliers; sur tout point de puisage accessible au public et délivrant une eau réservée à un autre usage que la consommation humaine, doit être apposée une information signalant le danger encouru.
- les réseaux et installations d'eau doivent être nettoyés, rincés et désinfectés avant toute mise ou remise en service ; les réservoirs équipant ces réseaux et installations doivent être vidés, nettoyés et rincés au moins une fois par an (sauf dérogation préfectorale).

Une information circonstanciée des particuliers, relative aux risques de saturnisme et à la nécessité de procéder rapidement au remplacement des parties privatives de réseaux en plomb, doit être réalisée dans les meilleurs délais.

ARTICLE 8 : TRAITEMENT DE L'EAU

L'eau provenant de la prise de Maquens et en secours du Lac de Taure via une canalisation d'amenée, est dirigée vers l'usine de traitement de Maquens pour y subir un traitement de potabilisation.

La filière de traitement (1250 m³/h) comprend successivement les étapes suivantes :

- pré-traitement par tamisage rotatif (maille 2 mm)
- coagulation /floculation par ajout de polymères – PAX XL 63 pour élimination de la fraction particulaire et turbide,
- décantation par système lamellaire en nid d'abeille à fond raclé
- filtration dans la masse par 8 filtres bi-couches (sable/anthracite surface unitaire 21 m²)
- possible mise à l'équilibre par ajout d'acide
- élimination de la fraction organique par charbon actif : 6 filtres à charbon actif en grains (surface unitaire de 29 m²) plus injection ponctuelle de charbon actif en poudre en tête du bassin de coagulation/floculation
- désinfection au chlore gazeux

Toute modification ultérieure de produit ou de procédé de traitement doit être soumis à l'avis préalable de l'autorité sanitaire.

Un tableau synoptique de commande permet de suivre en permanence le fonctionnement de l'usine de Maquens, entièrement automatisée, permettant l'intervention immédiate du personnel d'exploitation en cas de problème grâce à un système d'astreintes et de téléalarmes 24h/24 et 7j/7.

Plusieurs paramètres sont suivis en continu au niveau de l'usine (turbidité, pH, T°, O2 dissous) pour pouvoir être réajustés au mieux.

En amont de la prise d'eau, un détecteur à hydrocarbures ainsi qu'un ichtyomètre permettent de surveiller la qualité de l'eau brute afin de détecter au plus vite une éventuelle pollution des eaux de surface.

Un protocole d'alerte et de prévention est mis en place en cas de pollution du fleuve pour déclenchement de l'alerte afin de ménager des délais d'intervention acceptables aux gestionnaires des installations et leur permettre d'activer la réserve de secours (Lac de Taure)

Les produits de traitement des eaux sont recueillis et adressés au réseau public de collecte des eaux usées.

Les eaux traitées sont ensuite dirigées vers une bache de 800 m3 puis refoulées vers des postes de pompage disposant de débimètres par ultrasons individualisés. Compte tenu de la longueur et de la complexité du réseau de distribution, des chlorations relais intermédiaires doivent être installées ainsi que des analyseurs de chlore en continu afin d'avoir l'assurance de maintenir en toute partie du réseau pour l'ensemble des communes desservies, un résiduel de désinfection suffisant.

ARTICLE 9 : CONTROLE SANITAIRE

La vérification de la qualité des eaux est assurée conformément à la réglementation en vigueur.

Les prélèvements d'eau sont effectués par des agents de l'autorité sanitaire ou d'un laboratoire agréé à cet effet. Les analyses sont réalisées par les laboratoires agréés par le Ministère de la Santé.

Les possibilités de prises d'échantillons sont assurées, notamment, par :

- un robinet permettant le prélèvement de l'eau brute avant traitement
- un robinet de prélèvement d'eau traitée après désinfection et avant distribution.

Ces robinets sont aménagés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle permettant l'évacuation des eaux d'écoulement à l'extérieur du bâti,
- le flambage des robinets,
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

Les coûts de prélèvement et d'analyses sont entièrement à la charge de l'exploitant ou de son délégataire.

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du Code de la Santé Publique ou du Code de l'Environnement doivent avoir constamment libre accès aux installations ; l'exploitant responsable des installations est tenu de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

Outre le contrôle réalisé par l'autorité sanitaire, l'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend :

- un examen régulier des installations,
- un programme de tests ou d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des risques identifiés que peuvent présenter les installations,

- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre.
- la vérification de l'efficacité de traitement de désinfection au minimum 1 fois par semaine, et systématiquement en cas d'orage ou d'épisodes climatiques exceptionnels en s'assurant que toute contamination par les sous-produits de la désinfection est maintenue au niveau le plus bas possible, sans compromettre la désinfection.

L'exploitant tient à disposition du préfet les résultats de la surveillance de la qualité des eaux et porte à sa connaissance tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

ARTICLE 10 : INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU :

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir l'autorité sanitaire sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée sont portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : DEGRADATION DE LA QUALITE DES EAUX

En cas de dégradation de la qualité des eaux, ayant pour conséquences un dépassement des limites de qualité réglementaires, l'exploitant est tenu :

- d'en informer immédiatement le Préfet,
- d'effectuer immédiatement une enquête afin d'en déterminer la cause,
- de porter immédiatement les constatations et les conclusions de l'enquête aux autorités compétentes,
- de prendre le plus rapidement possible les mesures correctives nécessaires afin de rétablir la qualité de l'eau,
- d'informer les consommateurs des motifs de dégradation de la qualité des eaux, et des mesures correctives mises en place pour y remédier,
- de restreindre, voir d'interrompre la distribution des eaux, lorsque le Préfet (l'autorité sanitaire) estime que cette distribution constitue un risque pour la santé des personnes.

ARTICLE 12 : SECURISATION DES INSTALLATIONS

L'accès aux installations est interdit aux personnes étrangères au service, sauf convention spécifique entre le bénéficiaire et les intervenants extérieurs.

Le bénéficiaire identifie les points d'accès à l'eau et évalue leur vulnérabilité ; il les protège par tous moyens appropriés et adapte la surveillance des installations en fonction de leur vulnérabilité.

Le bénéficiaire prévoit les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.

Les ressources en eau, susceptibles d'être utilisées en secours, doivent disposer des autorisations réglementaires.

Le volume des stockages garantit en tout point du réseau une autonomie d'alimentation en eau de 24h durant le jour moyen de la semaine de pointe de consommation, sans excéder 5 jours en période de basse consommation.

Les stations, réservoirs et tous les ouvrages participant à la distribution doivent être sécurisés contre les intrusions ou les dégradations de toutes natures pouvant engendrer un risque sanitaire. Ils doivent être parfaitement entretenus. Les terrains doivent être clôturés, enherbés et aucun pesticide ne doit être utilisé.

Des grilles pare-insectes ou des clapets anti-retour doivent être installés sur tous les trop-pleins.

L'étanchéité de tous les réservoirs et ouvrages participant à la distribution doivent être munis de ventilations protégées de grilles pare-insectes et doivent être fermées à clés.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris aux prescriptions dans les périmètres de protection.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice d'activités doivent satisfaire aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine devra être déclaré au préfet accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 14 : DELAI ET DUREE DE VALIDITE

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupation du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 12 mois (16 mois pour la canalisation d'amenée du Lac de Taure à Maquens).

Le bénéficiaire établit un plan de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé au Préfet (ARS) dans un délai maximal de 1 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite pourra être effectuée par les services concernés (ARS) en présence du bénéficiaire.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages participent à l'approvisionnement en eau potable de la collectivité dans les conditions fixées dans celui-ci et tant que les formalités officielles d'abandon du captage (notamment délibération conseil de Carcassonne Agglo) n'auront pas été effectuées.

ARTICLE 15 : ACCES AUX CAPTAGES

Le titulaire du présent acte doit être en mesure d'accéder librement aux captages. A cette fin, il doit être propriétaire des voies d'accès ou bénéficier d'une servitude de passage, formalisée par un acte notarié et une inscription aux hypothèques.

ARTICLE 16 : NOTIFICATION ET PUBLICITE DE L'ARRETE

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée d'un mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature du Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du président de la Communauté d'Agglomération de CARCASSONNE.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'autorité sanitaire dans un délai de 6 mois après la date de la signature du Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 17 : DELAIS DE RECOURS ET DROITS DES TIERS

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Montpellier :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique : en application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative : par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.
- en ce qui concerne les servitudes d'utilités publiques : en application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative : par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- en ce qui concerne le Code de l'Environnement : en application des articles L 211-6, L 214-10, L 216-2 du Code de l'Environnement :
 - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
 - par les tiers, dans un délai de 4 ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 18 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L.1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des forages, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

ARTICLE 19 : MESURES EXECUTOIRES.

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude,

Le Sous-Préfet de Narbonne,

M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Carcassonnais,

Les Maires des communes de CARCASSONNE, COUFFOULENS et ROULLENS,

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Le Colonel du groupement de gendarmerie de l'Aude,

L'Agence Française pour la Biodiversité,

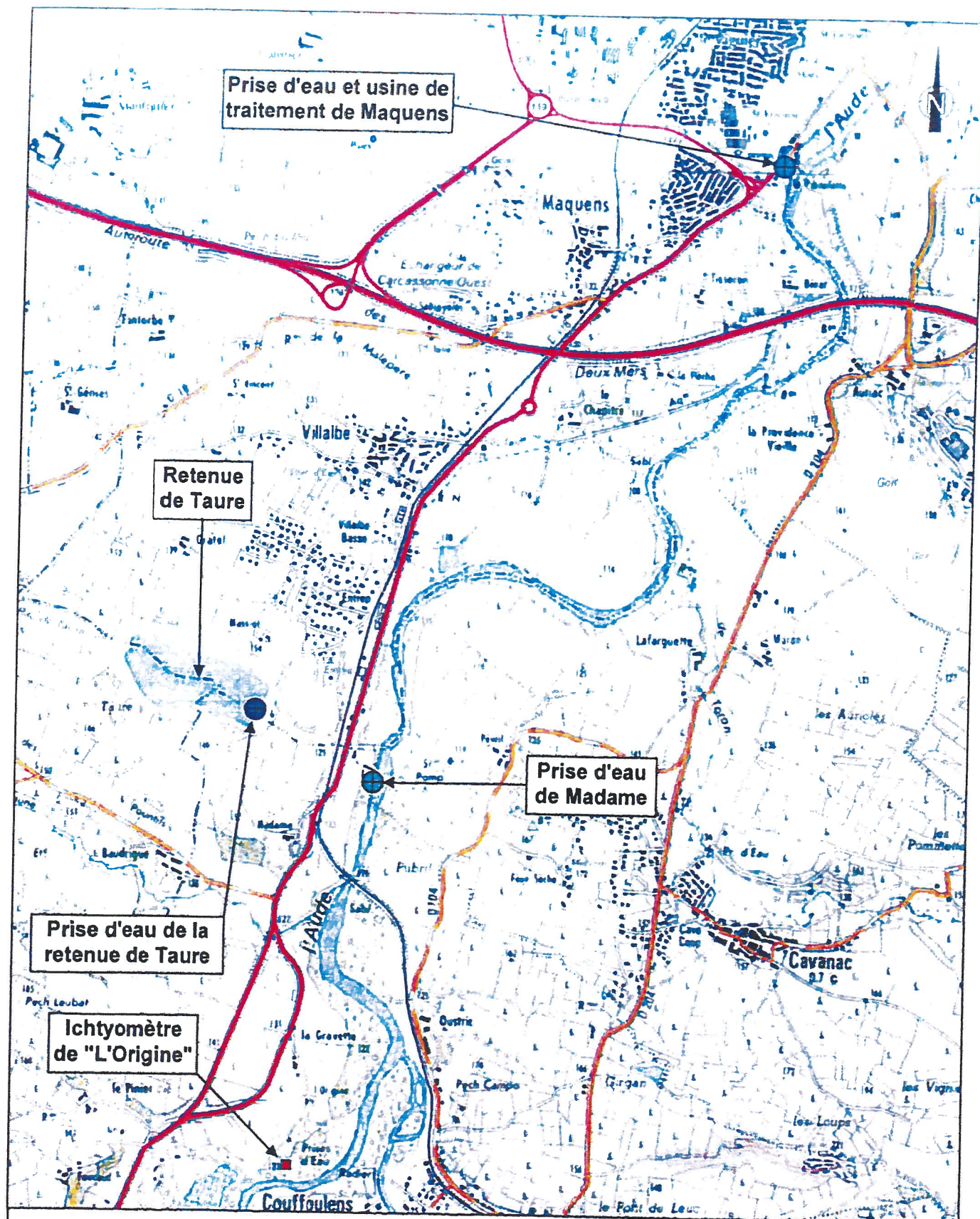
La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé du Languedoc-Roussillon,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aude, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

CARCASSONNE, le 14 FEV. 2018

Le Préfet de l'AUDE
Le Préfet,

Alain THIRION

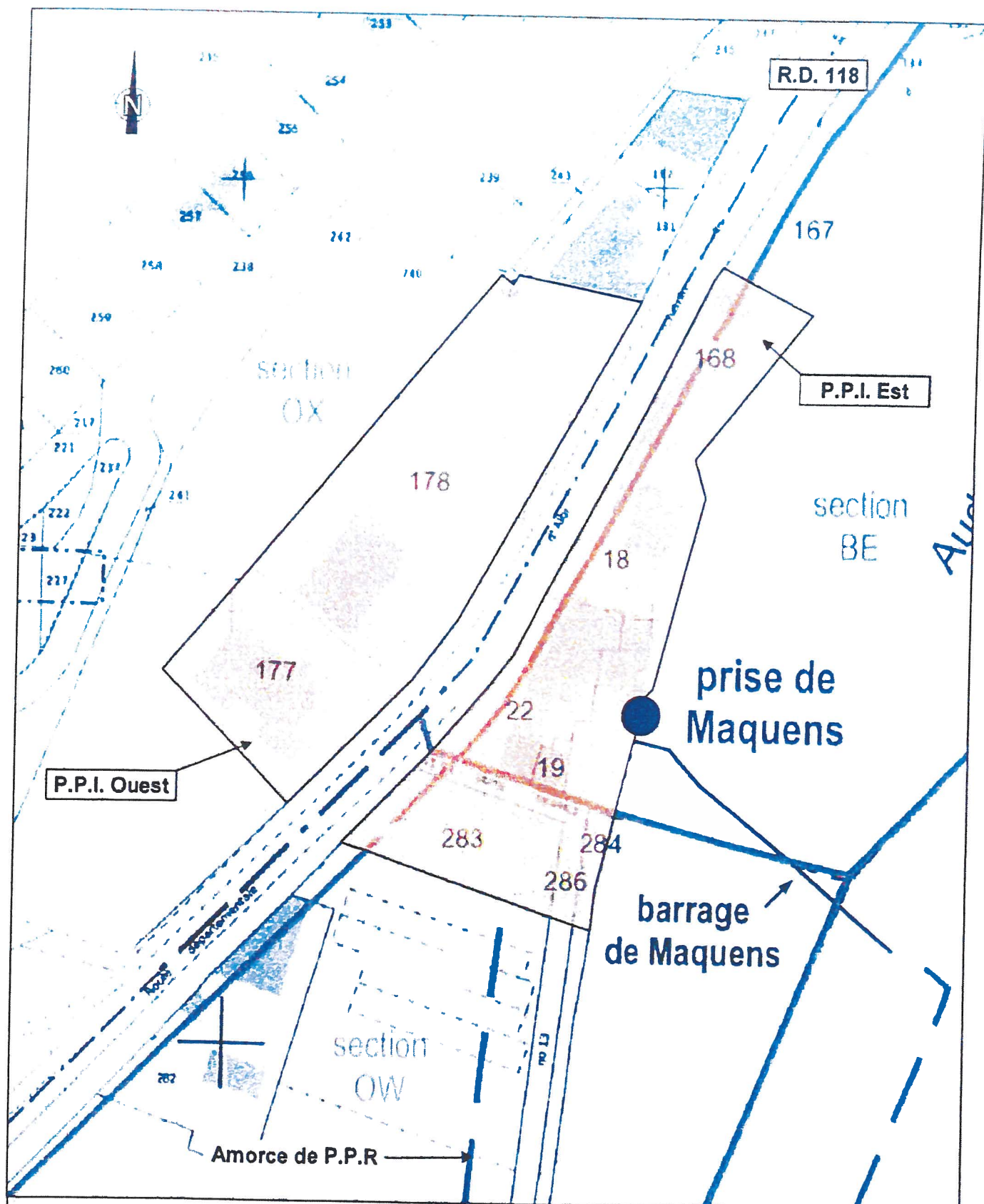


**A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE**

PLAN DE SITUATION

(Extrait de la carte I.G.N. : Géorando – Aude)

Echelle : 1/25 000



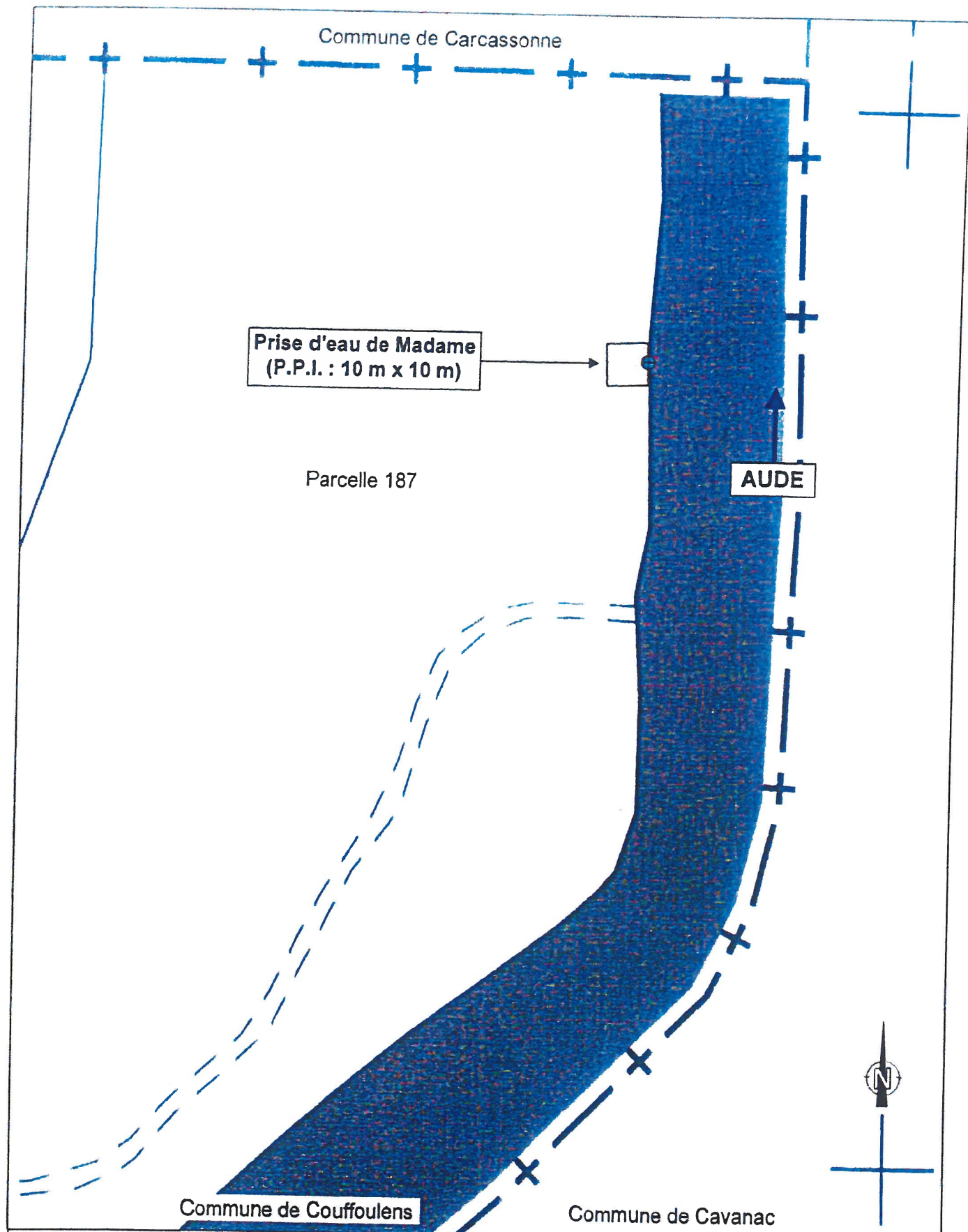
A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE

DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE
DE LA PRISES D'EAU ET USINE DE MAQUENS

(D'après un document HYDRO.GEO.CONSLT)

Echelle : 1/1 250

C SOLA Hydrogéologue Agréé

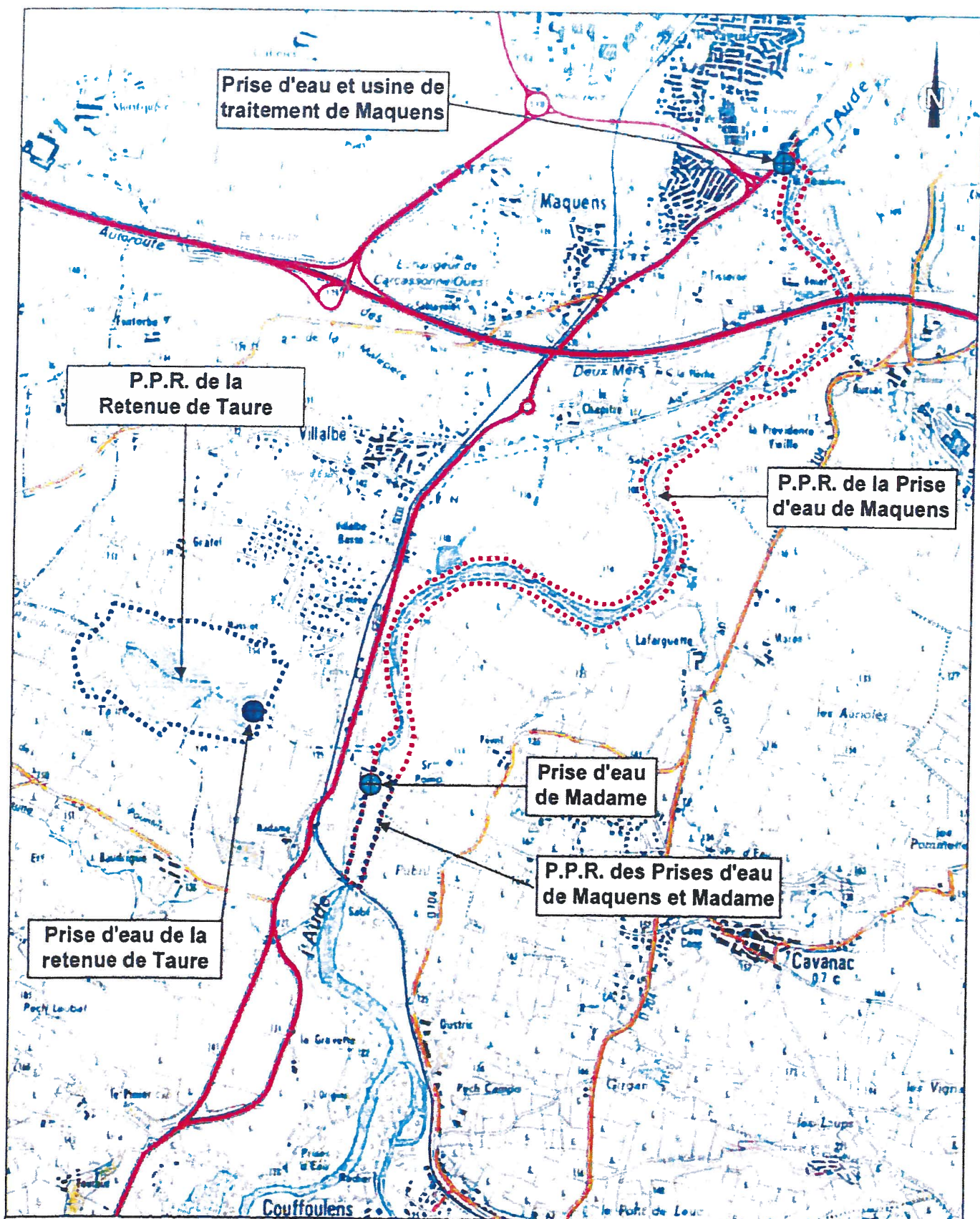


**A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE**

**DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE
DE LA PRISES D'EAU DE MADAME**

Echelle : 1/1 250

C SOLA Hydrogéologue Agrée

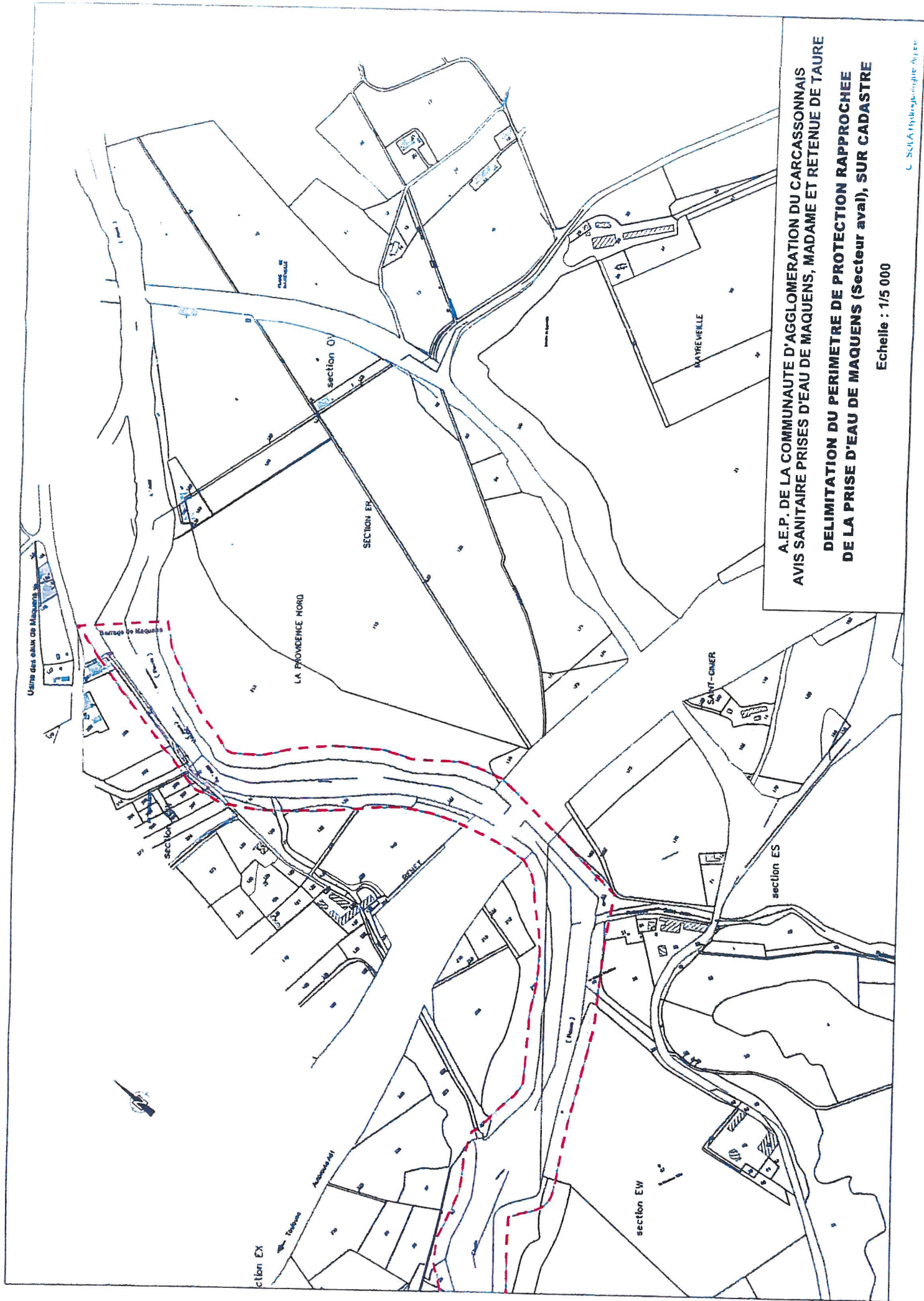


**A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE**

**DELIMITATION DES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE
DES PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE
SUR CARTE I.G.N. (GEORANDO – Aude)**

Echelle : 1/25 000

C SOLA Hydrogéologue Agréé



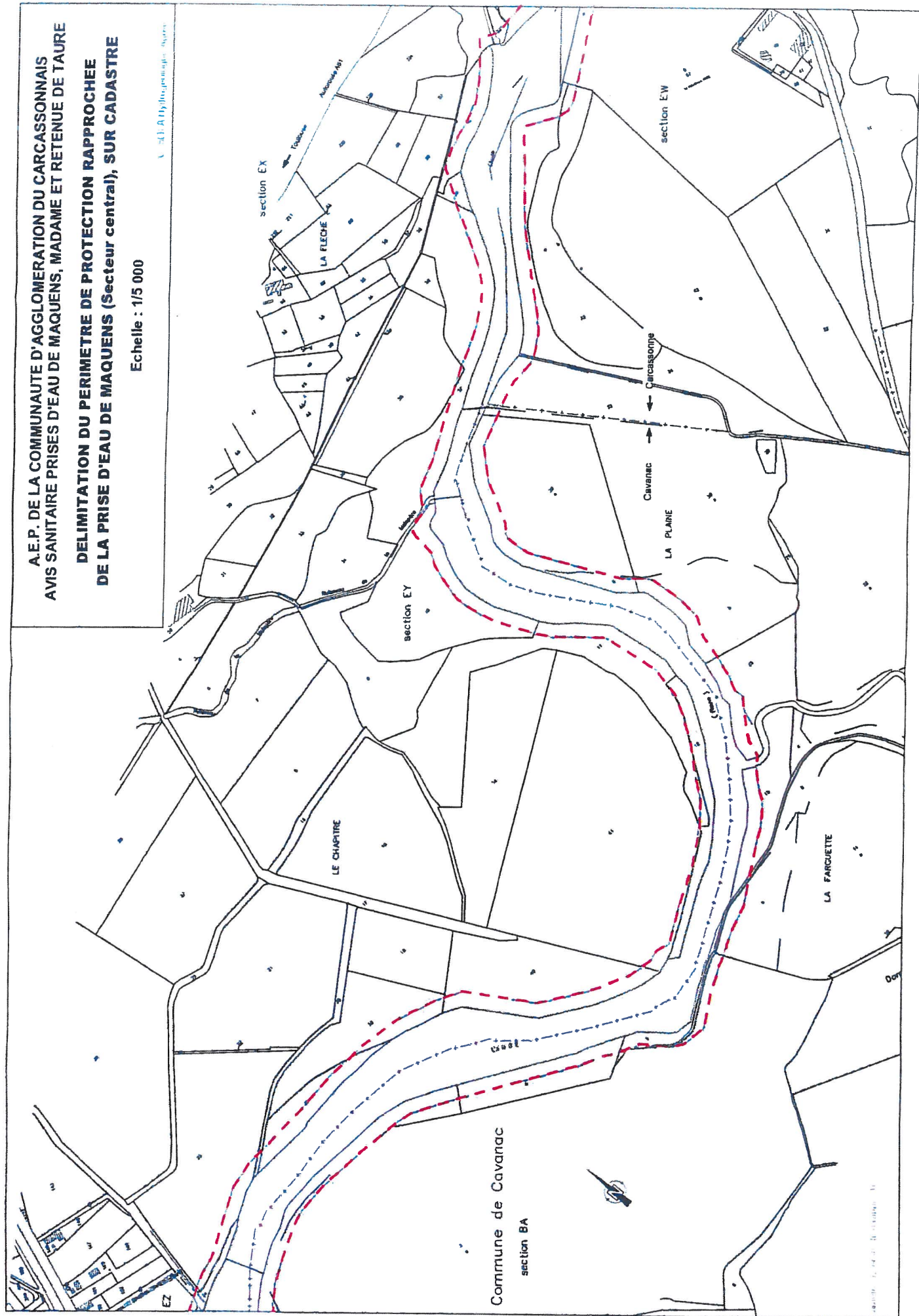
A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE
DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE
DE LA PRISE D'EAU DE MAQUENS (Secteur aval), SUR CADASTRE

Echelle : 1/5 000

A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE
DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE
DE LA PRISE D'EAU DE MAQUENS (Secteur central), SUR CADASTRE

Echelle : 1/5 000

A.E.P. d'Agglomération du Carcassonnais



A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE
DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE
DE LA PRISE D'EAU DE MAQUENS (Secteur amont), SUR CADASTRE

Echelle : 1/5 000

C. SOLA Hydrologie Apres



Commune de Couffoulens

section D2

Commune de Cavanac

section BA

section EZ

section AZ

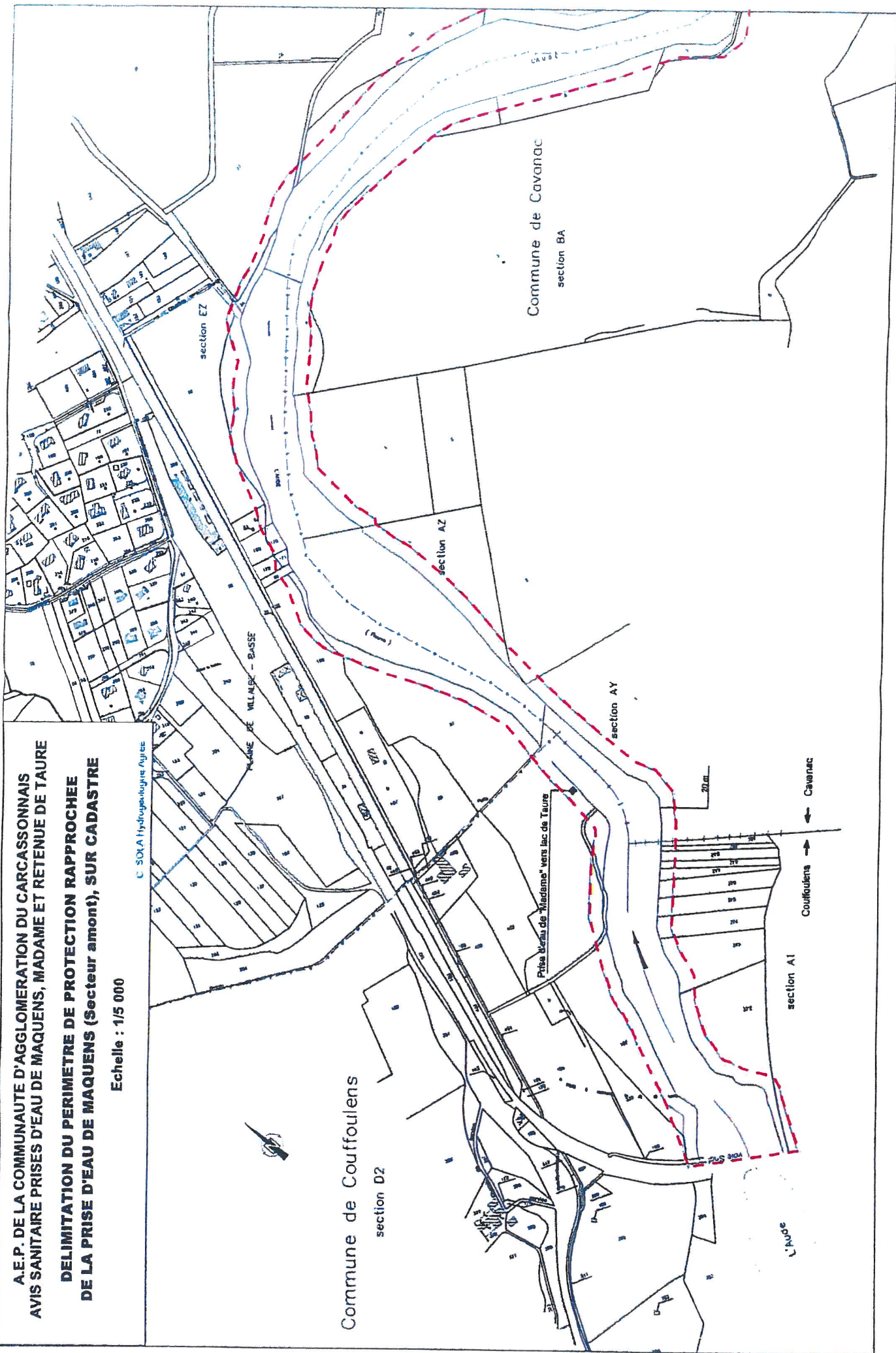
section AY

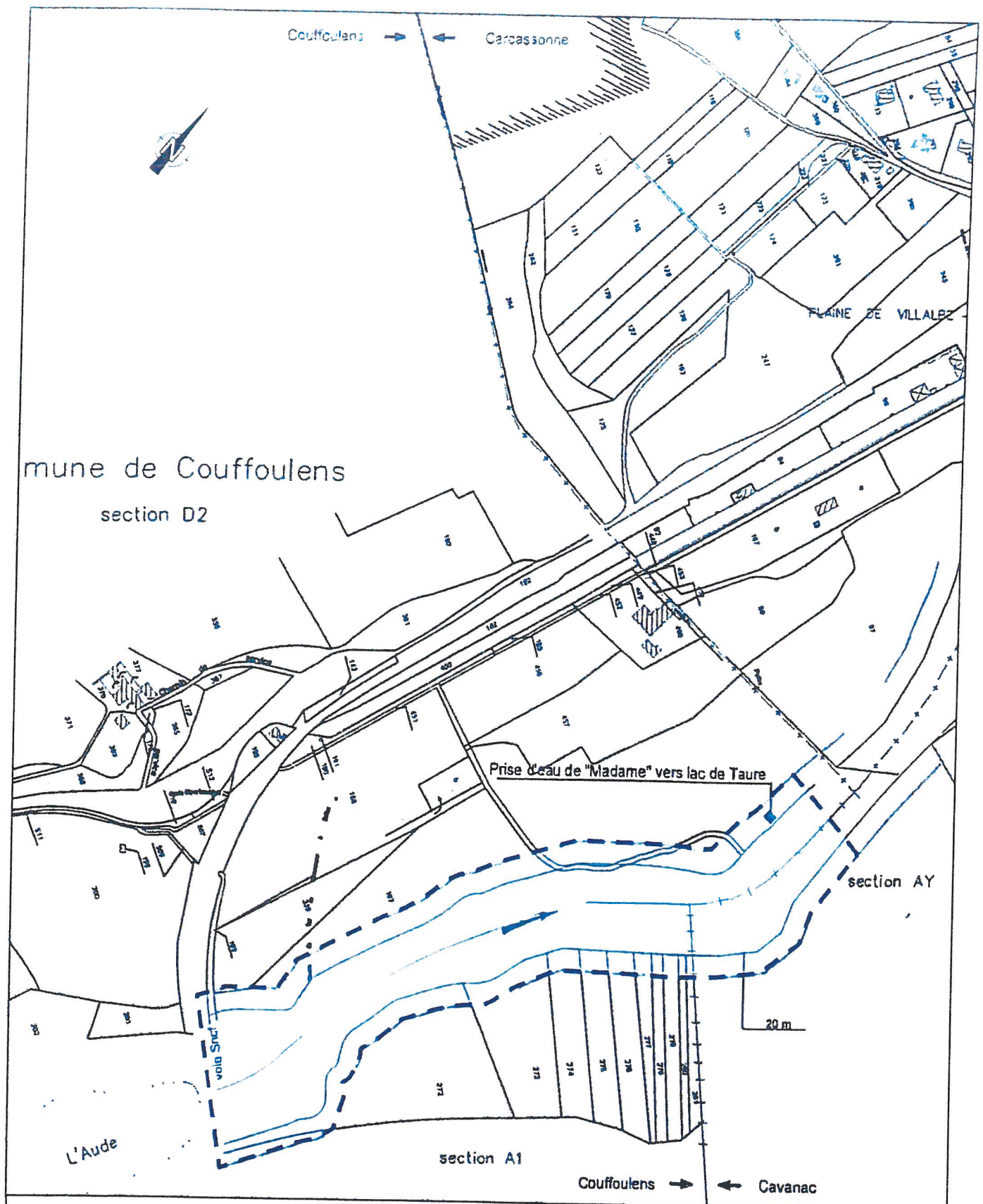
section A1

Couffoulens ← Cavanac

Prise d'eau de "Madame" vers lac de Taure

20m





**A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE**

**DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE
DE LA PRISE D'EAU DE MADAME, SUR CADASTRE**

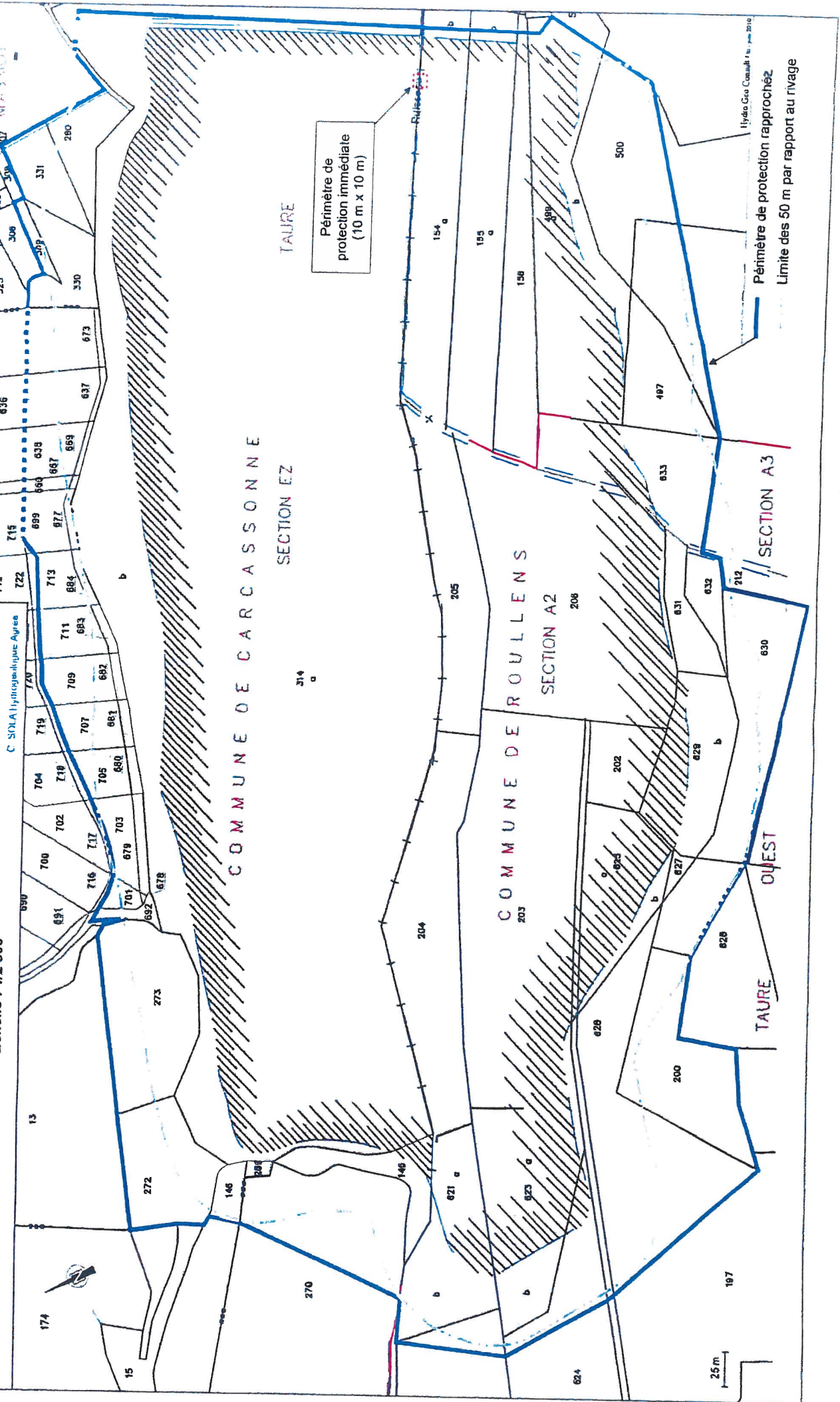
Echelle : 1/5 000

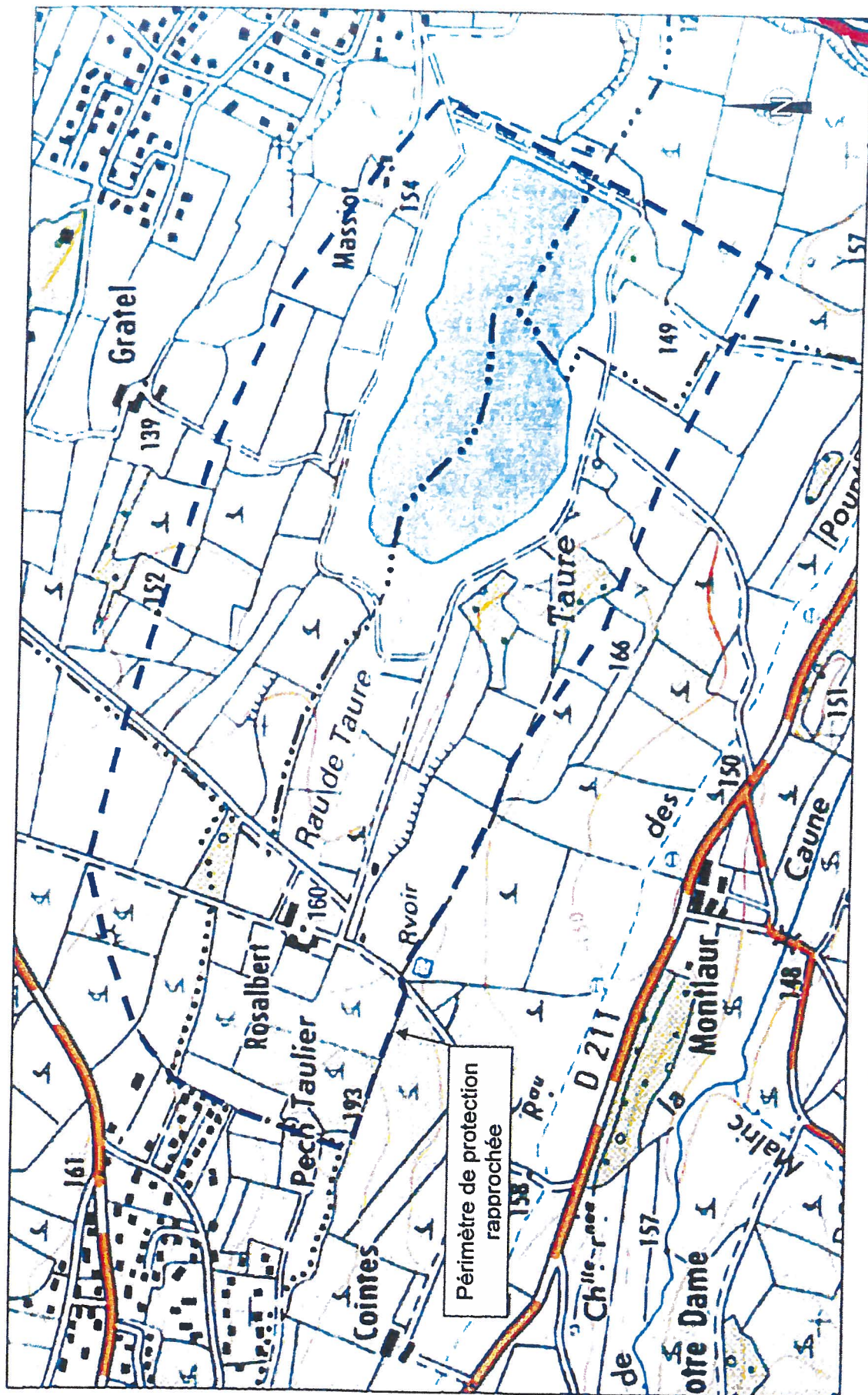
C SOLA Hydrogéologue Agréé

A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE
DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DE LA RETENUE
DE TAURE, SUR CADASTRE

(Extraits cadastraux des communes de Carcassonne - Roullens - Couffoulens)

Echelle : 1/2 500





A.E.P. DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CARCASSONNAIS
AVIS SANITAIRE PRISES D'EAU DE MAQUENS, MADAME ET RETENUE DE TAURE
DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE DE LA RETENUE DE TAURE

(Extraits de la carte I.G.N. : Géorando – Aude)

Echelle : 1/10 000